

- [IDÉES](#)
- [ÉCONOMIE](#)

« Les banques centrales, des institutions aux super-pouvoirs qui échappent au contrôle citoyen »

TRIBUNE

Laurence Scialom

Economiste

Les banques centrales sont devenues les pompiers de l'économie, mais leur soumission aux intérêts de la finance limite leurs capacités de riposte à la prochaine crise, analyse l'économiste Laurence Scialom dans une tribune au « Monde ».

Publié le 05 avril 2019 à 11h49 - Mis à jour le 06 avril 2019 à 06h53 Temps de Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Au siège de la BCE à Francfort, le 7 mars. « Les banques centrales sont devenues des acteurs économiques aux pouvoirs considérables. » KAI PFAFFENBACH / REUTERS

Tribune. La crise financière et ses soubresauts successifs ont placé sous les feux de la rampe les banques centrales, institutions pourtant de nature discrète et agissant traditionnellement dans l'ombre des gouvernements. Devant les urgences multiples – paralysie des marchés monétaires, effondrement des marchés financiers, tarissement des crédits, élargissement des *spreads* (écarts de taux) souverains en Europe, menaces sur la pérennité de l'euro, risque de déflation, récession –, les banques centrales en général, et la Banque centrale européenne (BCE) en particulier, sont, depuis dix ans, devenues des super-pompiers de l'économie et de la finance.

Elles ont déployé leurs actions souvent iconoclastes et innovantes – achats massifs de titres parfois risqués et illiquides, prêts à long terme aux banques, taux directeurs nuls voire négatifs, etc. – à la lumière crue des médias.

Lire aussi [Michael Woodford : « Les banques centrales ne sont pas toutes puissantes »](#)

Passées de l'ombre à la lumière, outrepassant leurs fonctions traditionnelles de grande prêtresse de la lutte contre l'inflation, élargissant leurs missions à des questions de stabilité financière et de politique macroprudentielle, les banques centrales sont devenues des acteurs économiques aux pouvoirs considérables. D'aucuns diraient même disproportionnés, relativement à ceux des Etats. Palliant parfois l'incurie des gouvernements, comme lors de la

crise des dettes souveraines européennes, elles ont pu s'ériger en véritable acteur politique, au sens « du » politique et non de « la » politique. C'est bien la BCE qui a sauvé l'euro !

Pourtant, ces institutions aux super-pouvoirs monétaires et financiers échappent au contrôle citoyen. C'est particulièrement frappant en Europe du fait de la non-coïncidence entre l'espace de circulation de l'euro et les espaces de souveraineté des Etats membres de l'union monétaire. Or, cette indépendance vis-à-vis des gouvernements, ce vide démocratique, s'accompagne d'une écoute particulière et attentive aux intérêts du monde de la finance. En témoigne la composition des comités d'experts de la BCE.

Tension problématique

En octobre 2017, le Corporate Europe Observatory a publié un rapport qui pointe l'existence de 22 comités consultatifs composés de 517 sièges, parmi lesquels, à la date du rapport, 508 étaient occupés par des représentants du secteur financier privé (banques, gestionnaires d'actifs, chambres de compensation, consultants en finance, etc.), avec une surreprésentation des banques systémiques européennes monopolisant 208 sièges sur les 508 occupés par l'industrie de la finance.

La BCE est donc indépendante des pouvoirs politiques, ce qui en soi peut poser des problèmes de « *policy mix* » (articulation entre politique monétaire et budgétaire), mais l'est-elle des intérêts privés de la finance ? Rien n'est moins sûr.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Les banques affaiblies par cinq ans de taux négatifs](#)

Cette tension est d'autant plus problématique que les banques centrales – en particulier la BCE – sont aujourd'hui engluées dans une situation de soutien à l'activité et de taux d'intérêt excessivement bas dont elles peinent à s'extraire de peur de faire plonger les économies dans la récession et de déclencher une nouvelle crise financière. Crainte parfaitement justifiée compte tenu d'une part de l'excès d'endettement, surtout privé, justement alimenté par la faiblesse durable des taux d'intérêt, d'autre part des fragilités du secteur financier, qui n'ont toujours pas été apurées.

La boucle est ainsi dramatiquement bouclée. Les politiques, comme frappés d'amnésie et toujours aussi perméables aux intérêts de la finance, ont certes commencé à relever les digues de protection (ratio de capital et de liquidité notamment), mais bien insuffisamment. Ils n'ont pas eu le courage de s'attaquer aux monstres financiers que sont les banques systémiques, en faisant avorter toutes tentatives de séparation des activités de marchés et de dépôts au sein des banques, et n'ont pas non plus engagé des réformes visant à désintoxiquer nos économies de la dette, réformes qui, il est vrai, se heurteraient de plein fouet aux intérêts de la finance. Nous en sommes là...

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Inquiète, la BCE renforce ses soutiens à l'économie européenne](#)

Certes, nous savons maintenant que nos super-pompiers que sont les banques centrales savent éteindre ou circonscrire les incendies, mais est-ce suffisant ? Une trop grande attention portée aux intérêts de la finance, tant par les banques centrales que par les gouvernements, n'a-t-elle

pas créé cet enlèvement dans une situation macroéconomique dans laquelle les uns comme les autres sont pris au piège, et voient leurs capacités d'action très amoindries ?

Nous dansons au-dessus du volcan, mais tant que la musique joue, l'illusion que la situation est sous contrôle demeure.

Laurence Scialom est professeure d'économie à l'université de Paris-Nanterre et auteure de *La Fascination de l'ogre* (Fayard, 2019).